

**Le dialogue social et la délocalisation : voyage dans le
syndicat du secteur textiles, vêtements et chaussures de
la Roumanie et Bulgarie**

Lorenza Lo Sasso
ISCOS-Cisl

Introduction

Cette recherche veut être une actualisation des projets précédents, qui ont supposé la collaboration des fédérations italiennes et celles de la Roumanie et de la Bulgarie, en les observant dans leur processus de passage vers une économie de marché et en les introduisant dans une dimension internationale.

Le choix d'effectuer une comparaison entre la situation courante du secteur textiles, vêtements et chaussures dans les deux pays a été déterminé par la similarité que leurs évolutions ont enregistrée pendant les années 90 jusqu'au présent. Une situation économique et sociale qui part de la propriété de l'État, de l'économie planifiée, du système monoparti, de l'administration organisée exclusivement sur le critère hiérarchique, de la subordination de la vie économique, sociale et politique à une idéologie officielle, vers le remplacement avec d'autres formes institutionnelles, des doctrines et des normes officielles, c'est à dire celles d'une démocratie libérale de l'économie de marché¹. Un changement prévu par un objectif ultérieur, celui de l'adhésion à la Union Européenne. Alors, justement parce que les situations socio-économiques similaires étaient connues et que les deux pays ont atteint communément des objectifs prévus dans l'*aquis* communautaire, la Roumanie et la Bulgarie ont été reçues dans l'UE en 1.01.2007.

Parallèlement au chemin de la Roumanie et de la Bulgarie vers une économie de marche, on affirme et on développe, dans le panorama économique du monde, une nouvelle modalité en ce qui concerne la division du travail, caractérisée par la délocalisation des processus de production. Ce système se caractérise premièrement par la division des activités d'une même entreprise en modules (les soi-disant *tasks*) qui vont être élaborées dans des pays différentes, choisis en fonction des opportunités que ceux-ci peuvent offrir par rapport à la convenance et la compétitivité sur le marché.

Dans le processus de délocalisation, on décide, généralement, le déroulement de la partie de recherche au siège de l'entreprise et la réalisation de la partie production dans d'autres pays dans lesquels les conditions économiques de production sont plus convenables (la densité de la force de travail spécialisée, les lois favorables concernant la distribution des capitaux étrangers, la distance plus petite entre les places où l'on obtient la matière première et le niveau bas de coûts impliqués par la force de travail).

Bien que, premièrement, ce type d'organisation ait été appliquée seulement par les entreprises de dimensions moyennes ou grandes, de nos jours, les entreprises petites commencent à l'adopter aussi, surtout dans l'industrie qui a gagné une dimension de plus en plus externe, comme les manufactures du secteur textiles, vêtements et chaussures.

L'ouverture manifestée par les pays de l'Europe d'Est après la disparition du mur de Berlin, en 1989, a accéléré ultérieurement les processus de délocalisation du Système Européen de la Mode.

La délocalisation ne prévoit pas, d'une manière obligatoire, que les processus de productions soient administrées par la compagnie-mère, mais ils peuvent être la tâche d'autres compagnies en fonction des différents échanges et relations. L'implication des compagnies étrangères dans l'économie des pays de l'Europe d'Est se fait en fonction de quelques manières d'approche : une manière directe, qui implique l'ouverture des filiales propres (qui peuvent être établies aussi en partenariat avec d'autres) et une manière indirecte par la participation des entreprises indépendantes ou par des accords pour sous-fournir dans de multiples modalités de déroulement.

¹ V. Redini, Les frontières "Made in Italy". La délocalisation de la production et l'identité des marchandises, Ombre Corte, Verona, 2008

Par conséquent, la délocalisation, qui est apparu principalement pour permettre aux compagnies de continuer à jouer un rôle compétitif sur le marché international, devient une partie de la stratégie de réorganisation de l'administration et accompagne, dans certaines situations, le processus déroulé afin de trouver une nouvelle place, du point de vue de la compétitivité, ayant en vue le fait que l'extension de la gamme des activités déroulées à l'étranger peut favoriser l'inclusion des pays, qui ont été choisis pour implémenter le processus de délocalisation, parmi les nouveaux marchés pour les productions réalisées au niveau local.

Dans les situations de la Bulgarie et de la Roumanie, dans le secteur textiles, vêtements et chaussures, le processus de délocalisation ne s'est pas déroulé en utilisant seulement d'investissements directs, mais surtout à l'aide des instruments de type *non-equita* : les investissements dans les secteurs de labour intensive (où l'on utilise intensément la force de travail), en développant des technologies de traitement en « système lohn » des matières premières ou des préfab fournis de l'Italie.

Ce processus caractérisé de plus en plus la logique stratégique-administrative des compagnies de vêtements, étant une partie d'un réseau de plus en plus étendu de relations à l'intermède desquelles on nourrit des processus perpétuels de mobilisation, le développement et l'inclusion des ressources et des compétences. Premièrement, la production par système lohn. Cette méthode de traitement temporaire ne prévoit pas de transfert en ce qui concerne propriété des matières premières, parce qu'elles sont fournies directement par le client, ensemble avec la conception du produit. On a en vue seulement la simple gestion de l'exécution. Pour comprendre l'importance de ce type de sous-contrat, il est efficace de penser que, jusqu'il y a 2 années, approximativement 90% des entreprises de vêtements de la Roumanie travaillaient dans ce système.

Les principales raisons qui déterminent les entreprises d'appliquer les stratégies de délocalisation à l'étranger sont :

- la réduction des coûts de production (le niveau bas du prix de marché compte beaucoup)
- la disponibilité d'une force de travail spécialisé (le déclin de l'occupation industrielle dans beaucoup de pays)
- la présence des marchés locaux, caractérisés par un développement considérable
- la possibilité d'établir de partenariats avec des possibles compétiteurs
- des facilitées et des simplicités financières

Les premiers deux aspects, les plus liés à l'évolution et aux conditions de travail, vont constituer la base des discussions qui se dérouleront ensuite. L'attention se concentrera surtout sur l'évolution de l'occupation dans le secteur textiles, vêtements et chaussures et sur la situation de la production par secteur et les conditions matérielles, qui n'ont pas réussi encore à s'adapter à l'évolution du salaire moyen national et au coûts de la vie.

Il s'agit de l'actualisation de la situation du secteur mais aussi d'un instrument qui peut servir pour prévoir l'évolution future, pour identifier les problèmes qui devraient être résolus, problèmes qui apparaissent dans une dimension de plus en plus moins liée des frontières nationales et qui doit se diriger plus rapidement vers la modernisation des processus de production. La crise actuelle représente un exemple clair en relation avec les économies sans règles, qui peuvent affecter tout le système économique global et cross-sectoriel. Et les conséquences les plus graves se répercutent surtout dans les secteurs les plus faibles et les économies nationales les plus instables, avec des impacts très graves pour l'occupation. La consolidation des relations au niveau européen et le développement d'un dialogue social plus ample, en incluant des lignes communes, représente une alternative valable pour l'évolution inconditionnelle des marchés globales.

La Roumanie

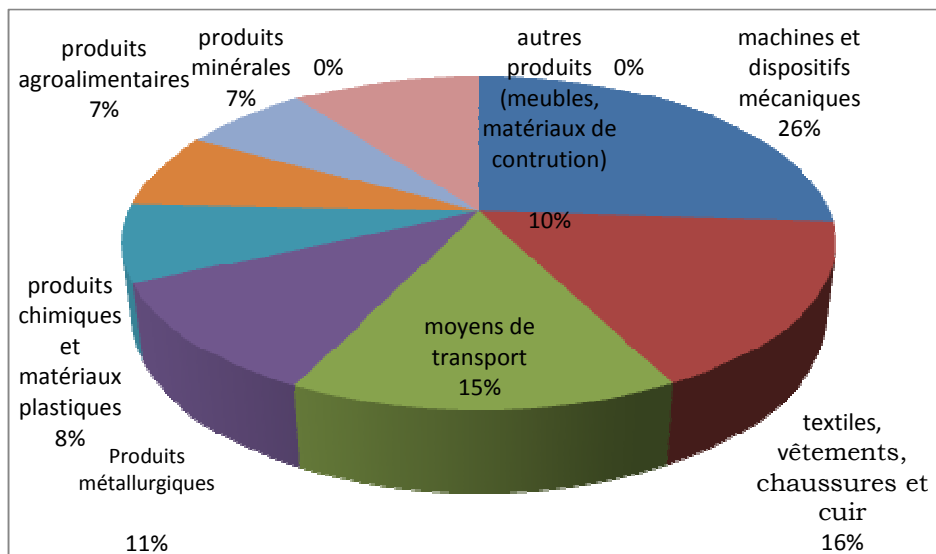
Parmi les pays de L'Europe Orientale, la Roumanie joue, certainement, un rôle important en ce qui concerne le secteur textiles, vêtements et chaussures. Après l'ouverture vers le marché international, l'un des secteurs où l'on a effectué les plus grands investissements étrangers a été celui dont nous parlons dans ce document.

Le secteur et les rapports internationaux

L'importance du secteur textiles, vêtements et chaussures dans l'économie roumaine peut être analysée en observant les données concernant les exports dans les dernières 2 années, pendant lesquelles il a occupé une position relevante à l'intérieur de l'économie nationale (tab.1). À partir de la moitié des années 90 déjà, la Roumanie a été l'un des premiers pays qui a exporté de la matière textile et des vêtements vers le marché européen, en se jouant d'un position stratégique, d'une très bonne qualité de la production et des coûts beaucoup plus réduits, comparatif aux prix de l'Europe Occidentale.

Tab 1

La structure des exportations FOB pour les principaux groupes de marchandises pendant la période 1.01 –31.03.2009-08-26
Millions de lei



Source : l'Institut National de Statistique de la Roumanie

Bien que de nos jours la situation est changée à cause de l'élimination totale, depuis 1.01.2005, des dernières restrictions quantitatives conformément à l'accord OMC concernant les textiles et les vêtements et de nouveaux concurrents sont entrés dans le marché, comme par exemple la Chine, qui, en ce moment, représente le plus grand producteur de textiles et de vêtements du monde, la Roumanie réussit à avoir une balance active des paiements dans le secteur, où, malgré la crise actuelle, les exports enregistrent un niveau supérieur, comparatif aux imports de matériaux textiles, de vêtements et de chaussures (tab 2). En analysant le tableau 2, on peut remarquer qu'au mois de décembre 2007 les exports de matériaux textiles étaient avec 10,3% plus grands que ceux de la même mois de l'an 2008, cela démontre que, dans les périodes d'évolution normale des marchés, l'industrie manufacturière, surtout l'industrie textile, comporte une situation meilleure. Bien sur, la diminution de la valeur des exports ne peut pas être interprétée comme une conséquence exclusive de la crise économique, mais aussi comme une diminution provoquée par une concurrence plus grande de la part des marchés asiatiques en ce qui concerne les produits de qualité mauvaise ou

moyenne.

Tab2

Des exports FOB 1.01 –31.12.2008 – les principales groupes mercéologiques

<i>Le type de la marchandise</i>	<i>Valeur (millions euro)</i>	<i>Cote % du total de l'export</i>	<i>Variation % 2008 / 2007</i>
Des machines et des dispositifs mécaniques: machines, outils et des appareils électriques	8.083,7	24,1	+23,4
Des métaux communs et d'autres articles en métal	4.933,9	14,6	+2,5
Des voitures et d'autres moyens et outils de transport	4.154,7	12,4	+16,2
Des matériaux textiles et d'autres articles de cette gamme	3.527,1	10,5	-10,3
Des produits minéraux	3.157,5	9,3	+37,6
Des matériaux plastiques, caoutchouc et d'autres articles de cette gamme	1.694	5	16,5
Le total des exports dans le monde	33.627,9	100	

Les imports CIF 1.01 - 31.12.2008 – les principaux groupes mercéologiques

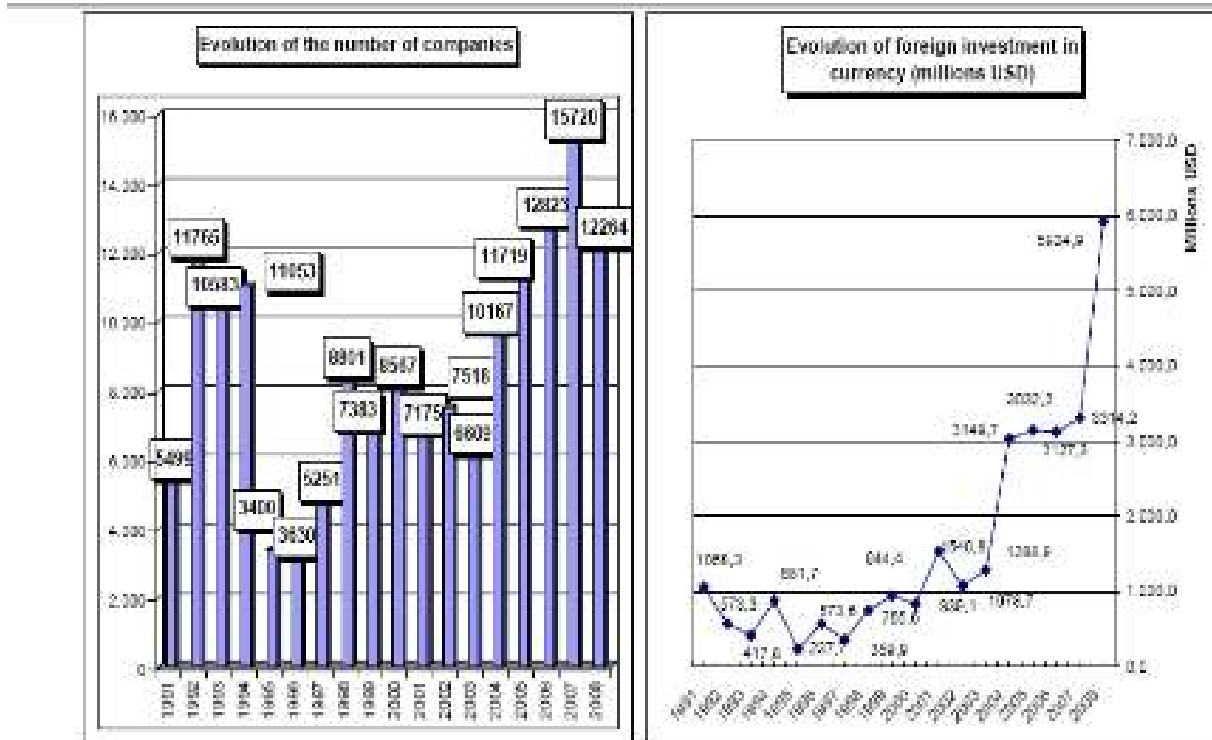
<i>Le type de la marchandise</i>	<i>Valeur (millions d'euro)</i>	<i>Cote % du total de l'export</i>	<i>Variation % 2008 / 2007</i>
Des machines et des dispositifs mécaniques: machines, outils et des appareils électriques	13.5511,6	24	+5,1
Produits minéraux	7.837,1	13,8	+27,7
Des voitures et d'autres moyens et outils de transport	6.970,7	12,4	-1,9
Des métaux communs et d'autres articles en métal	6.371,9	11,3	+12,3
Produits de l'industrie chimique	4.691,8	8,1	+21,2
Des matériaux textiles et d'autres articles de cette gamme	3.429	6,1	-5,5
Le total des imports dans le monde	56.336,8	100	

Source : élaboration ICE à partir des données fournies par l'Institut National de Statistique de la Roumanie

Parmi les raisons qui attirent des produits roumains vers le marché extérieur, on trouve, certainement, un bon rapport entre la qualité du produit et le prix de la production. Vraiment, juste le coût bas de la production a attiré la partie majeure des contrats de sous-approvisionnement

avec les partenaires européens. La quantité élevée des investissements externes a représenté la base du développement de l'industrie locale roumaine et a permis le passage vers la privatisation dans un délai plus court (tab 3). Le développement de l'industrie s'est caractérisé par la complémentarité avec l'évolution des investissements étrangers, comme on peut observer dans les tableaux 3 et 4, l'évolution du nombre d'entreprises en se réalisant dans la même mesure que l'évolution des investissements étrangers à l'intérieur du pays.

Tab 3 et Tab 4



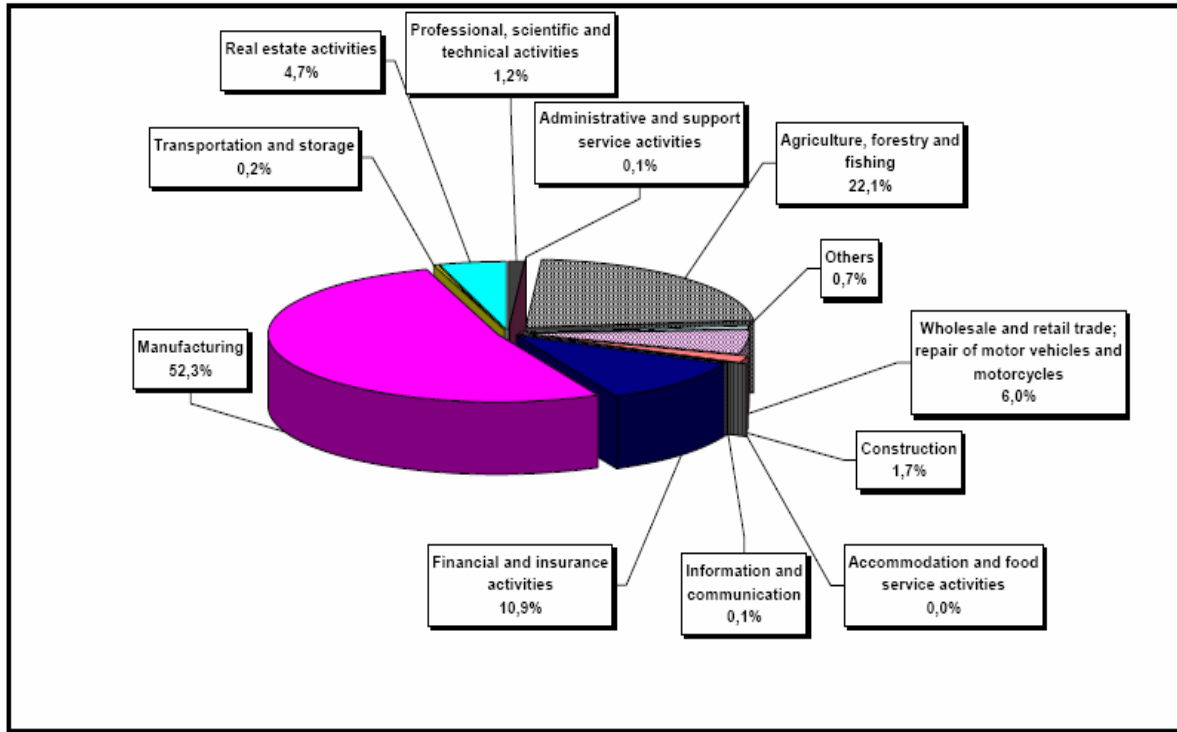
Source http://www.onrc.ro/statistici/is_december_2008.pdf

Si l'on discute la question de la délocalisation on ne peut pas ignorer l'étude des investissements externes directes qui représentent le résultat du mouvement international de capital et se configure en formes différentes du type des emprunts, des investissements de portfolio, des investissements directs, des dépôts et d'aide économique.

En analysant l'évolution IDE (investissements externes directes) on observe que le secteur des manufactures couvre 7,4% du nombre d'entreprises à participation externe, mais, grâce à l'analyse de la valeur de ces investissements, on observe que la situation est complètement différente, ceux-ci représentent, en proportion de 52,3%, le capital total investi directement par les partenaires étrangers dans les activités économiques roumaines. Il s'agit, certainement, d'une valeur importante qu'on doit considérer parce qu'elle reflète le niveau de conviction des investisseurs étrangers en ce qui concerne les possibilités des entreprises manufacturières roumaines, malgré la crise économique présente dans la période qu'on a en vue.

Tab 5

The structure upon sector of activity in the amount of subscribed capital in companies by foreign direct investment, during December 2008**



*) Calculated upon the main sector of activity declared

**) Calculated upon the total amount of the subscribed capital, in equivalent of currency (USD)

Comment la délocalisation a-t-elle changée au présent ?

Si l'on voulait revenir aux origines du phénomène lié aux investissements étrangers en Roumanie, on devait commencer avec ce qui a été une fois l'objet de l'attention du gouvernement de Bucarest et des Institutions Financières Internationales, grâce à l'empreinte positive en terme de diffusion des capacités d'esprit d'entreprise et de création de places de travail. Il s'agit du « phénomène Timisoara » dans lequel on a développé une zone textile pendant quelques années, à laquelle une contribution importante a été apportée par le capital étranger, surtout de la part de l'Italie. La création de ce phénomène peut être attribuée, partiellement, au rapprochement géographique du « département Timis » par rapport aux régions du Nord -Est de l'Italie, d'où provient la majorité des investisseurs et aussi la présence d'une infrastructure adéquate de transport et d'identification rapide de la force de travail qualifiée².

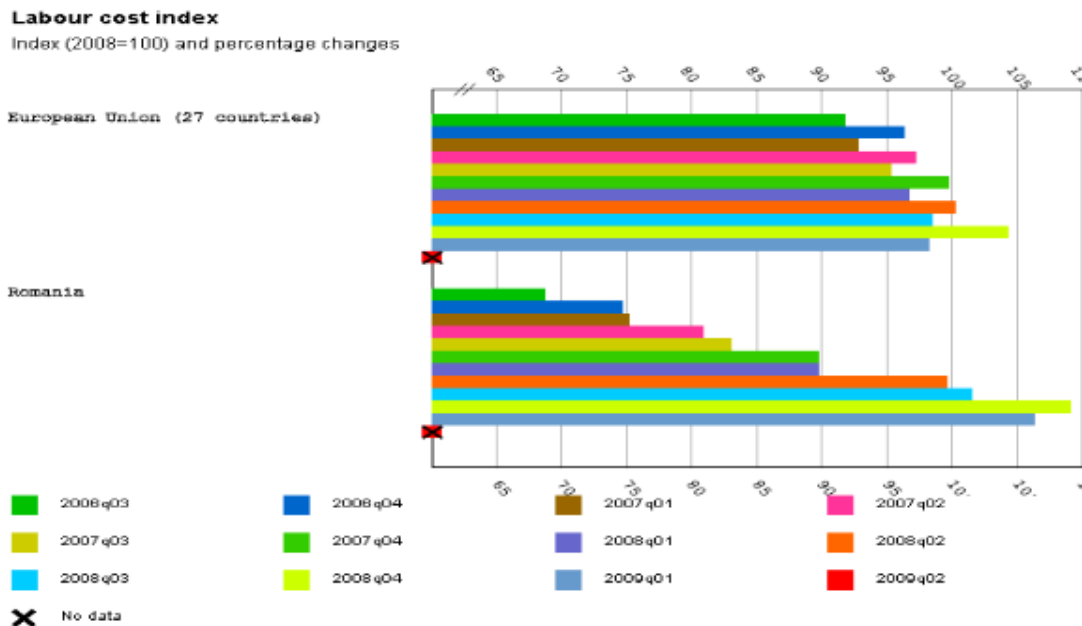
Mais, de nos jours, on remarque un phénomène nouveau. Après Timisoara, le département Cluj-

² V. Redini

Napoca a enregistré un développement remarquable, qui s'est imposé comme « un nouveau choix », ayant en vue le fait que Timisoara est devenue moins accessible à cause de la diminution des manufactures disponibles, l'augmentation des salaires et parce que la concentration des activités a généré une situation de compétition entre les entreprises présentes dans le territoire. Alors, dans cette zone, la concurrence salariale entre les entreprises qui cherchent de la force de travail a conduit au phénomène appelé « délocalisation »³. Le déplacement vers des villes plus isolées et où il y a une concentration réduite des activités industrielles a permis la réduction à moitié du coût destiné au travail, à l'intermède de la possible menace d'une délocalisation définitive vers d'autres pays. Quelques entreprises qui se sont installées à Timisoara, à partir des années 90, ont diversifié progressivement les stratégies de leur propre délocalisation, en gardant certaines étapes de l'activité dans les centres urbains et en déplaçant les autres dans « des zones d'ombre » dans le centre du pays ou à la proximité de la frontière avec la Moldavie ou l'Ukraine, qui sont plus pauvres par rapport au reste du pays.

Le coût du travail a représenté l'aspect-clé qui a favorisé l'accentuation de la délocalisation des activités de production de type *labour intensive*, en bénéficiant de la force de travail spécialisée pour des coûts plus réduits que ceux de l'Europe Occidentale, même si, pendant les années, on observe une croissance de ces coûts (tab 6) qui, certainement, ne pourront pas soutenir le même niveau de compétitivité par rapport aux concurrents directs, comme par exemple la Chine, le Pakistan mais aussi la Turquie et les pays du bassin de la Méditerranée.

Tab.6



Source : Eurostat

L'évolution de l'occupation

Le secteur textiles, vêtements, chaussures, cuir et accessoires occupe, en Roumanie, une position

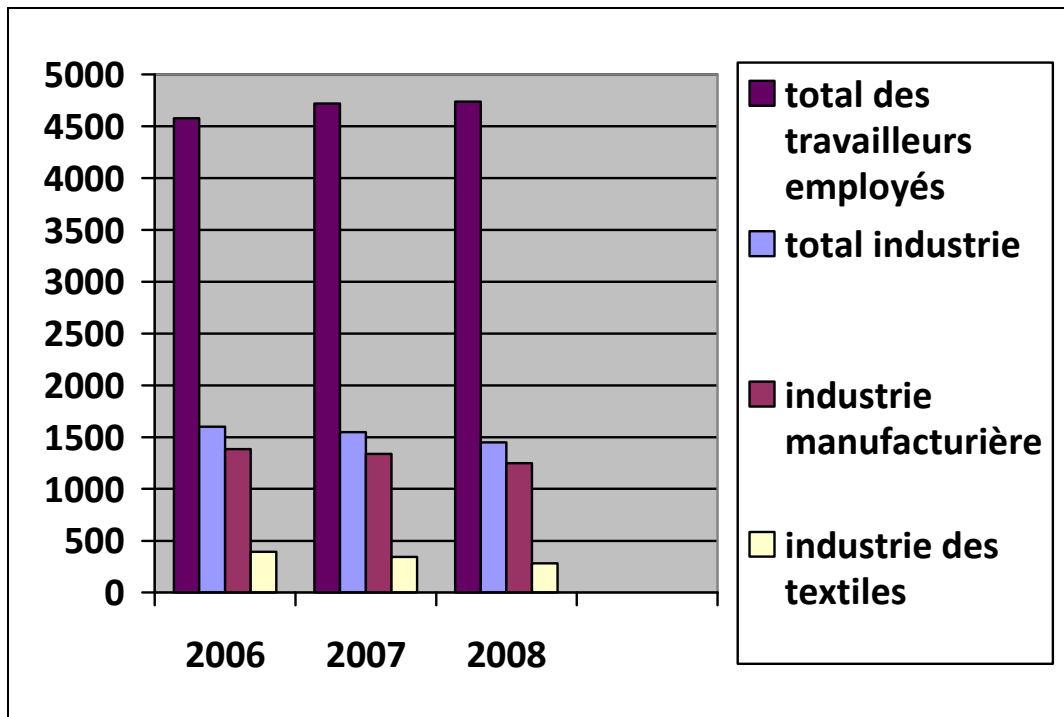
³ ibidem

importante du point de vue du nombre des personnes employées. En décembre 2007, la période dans laquelle la crise mondiale n'avait pas encore influencé l'économie du pays, ce secteur incluait 7,25% des ouvriers roumains, respectivement 342.800 employés, mais en avril 2009 il y avaient 263.600 ouvriers dans ce secteur, respectivement 5,7% de l'occupation totale du pays, en pleine crise économique.

Les répercussions d'un type de production, axée surtout sur la sousdiffusion et le travail en système Lohn, rendent faible la liaison entre l'investisseur et le territoire, en causant chaque année la faillite des entreprises et une réduction progressive du personnel avec des milliers de places de travail perdues (tab.7)

Tab.7

L'évolution de l'occupation 2006-2007

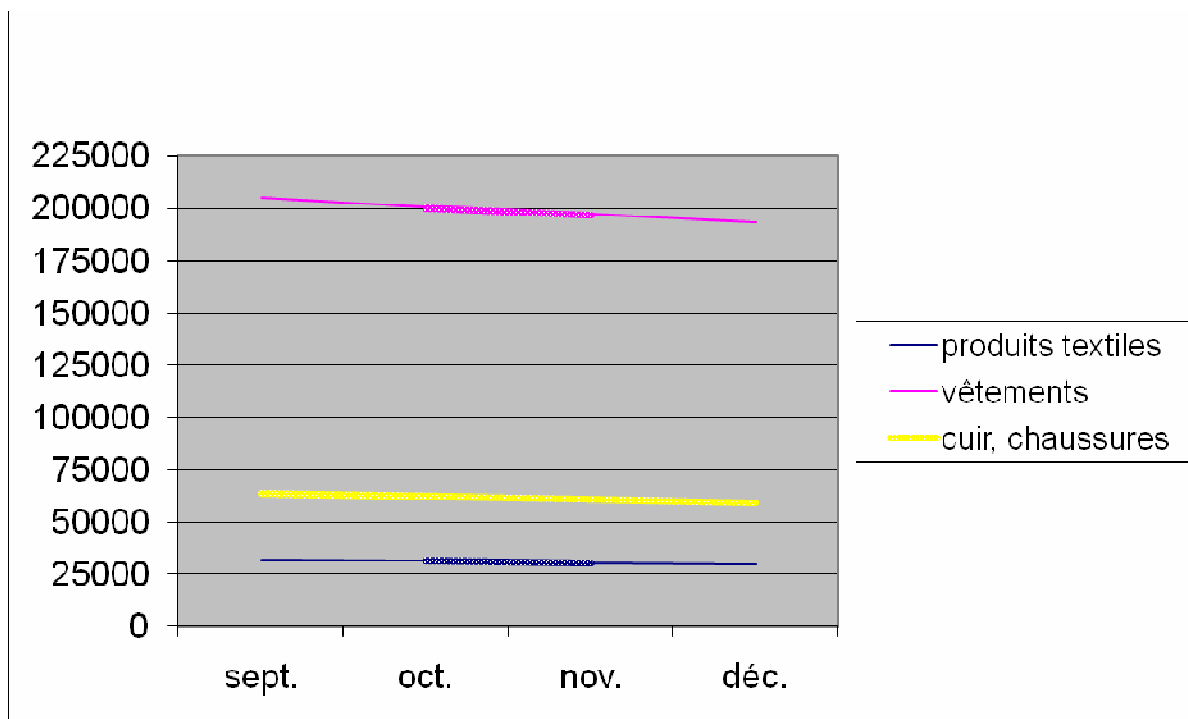


Source : l'Institut National de Statistique de la Roumanie, élaboration effectuée par Lorenza Lo Sasso

Comme on peut observer dans le tableau 7, la perte des places de travail, un phénomène qui a eu des répercussions dans toute l'industrie manufacturière, dans le secteur textiles, vêtements et chaussures, s'est déroulé très rapidement. Certainement, les données concernant la dernière année prise en considération ont souffert des modifications à cause de la crise générale, mais on observe que, justement le secteur qui constitue l'objet de notre recherche, a été affecté le plus sévèrement par la crise de l'industrie en général, en indiquant une fragilité dérivée de sa dépendance par rapport aux investissements externes. Malheureusement, la crise actuelle imprime une évolution négative de l'emploi dans le secteur textiles, vêtements et chaussures, avec une perte de 35.500 de places de travail enregistrée seulement pendant le deuxième semestre de l'année 2008. Pendant cette période, le sous-secteur vêtements et chaussures a enregistré une tendance presque invariable par rapport à l'année précédente, mais le sous-secteur qui a enregistré le plus de répercussions a été celui des textiles qui a doublé le nombre des places de travail perdues, par rapport au 2007. Alors, en décembre 2008 (tab.8) on perdait 7.300 travailleurs, un chiffre élevé, ayant en vue le fait que le total des employés pendant les premiers 4 mois de cette année (tab.9) comptait moins de 30.000 personnes.

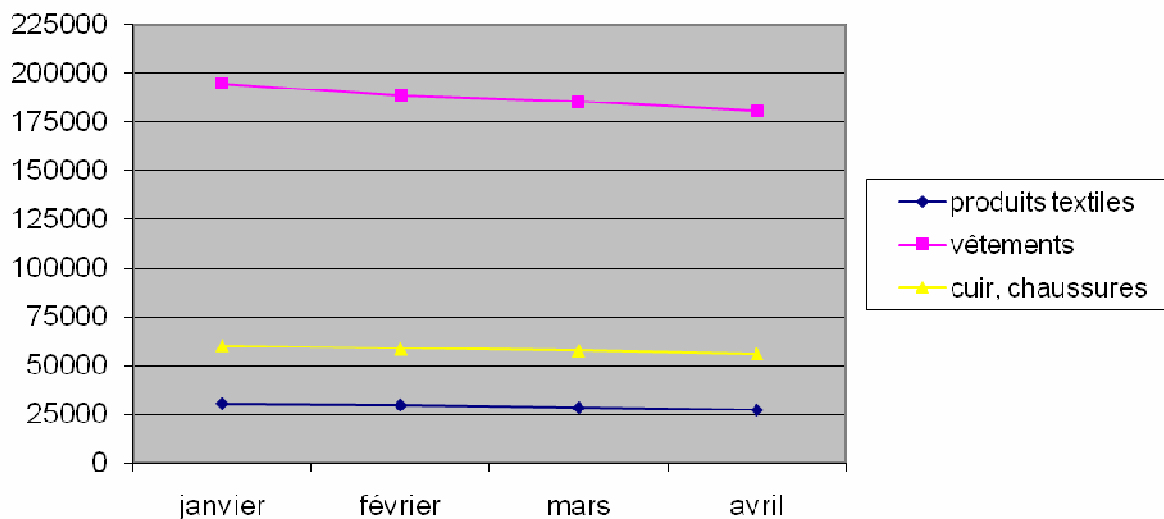
ab.8

L'évolution du nombre de travailleurs à la fin de l'année 2008



Source : l'Institut National de Statistique de la Roumanie, élaboration faite par Alex Toma

Tab.9



Source : l'Institut National de Statistique de la Roumanie, élaboration faite par Alex Toma

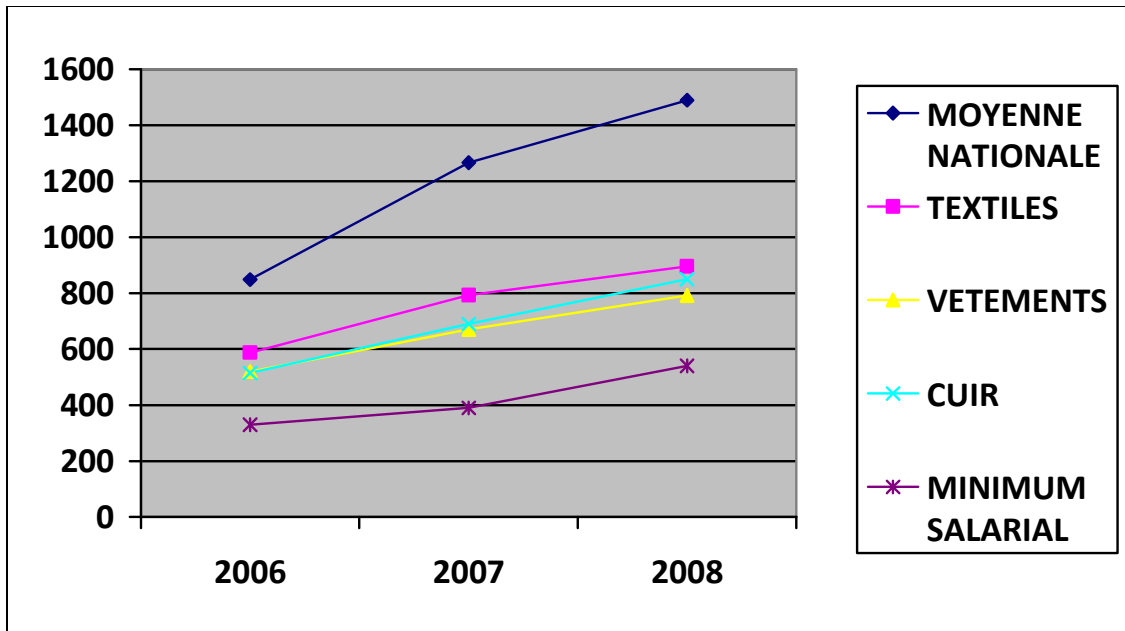
Les salaires

En parlant du coût de travail, on ne peut pas ignorer les salaires, le problème majeur de toute l'industrie textile, vêtements et chaussures, parce qu'elle représente le secteur avec les plus basses rétributions, avec toutes les conséquences qui en dérivent. À part les difficultés liées au fait qu'on ne peut pas suivre le rythme de l'évolution du coût de la vie, qui est en croissance continue et rapide, les problèmes les plus importantes sont : l'attraction réduite pour les jeunes et la difficulté d'identifier la force de travail qui puisse permettre un développement plus facile du secteur.

En examinant l'évolution des salaires pendant les dernières années (tab.10), on observe qu'ils sont, de nos jours aussi, un peu plus élevés que le salaire minimum garanti par la loi, qui jusqu'au 1.01.2009 était de 600RON (La Décision 1.051/2008), respectivement presque 150 euro par mois et beaucoup sous le niveau du salaire moyen national. En vérité, le salaire moyen d'un travailleur employé dans le secteur textile est inférieur avec approximativement 40% par rapport au salaire moyen général au niveau national. De plus, l'évolution de la croissance salariale dans le secteur textiles, vêtements et chaussures est beaucoup plus lente que la moyenne nationale, en créant un écart de plus en plus évident entre les différentes positions occupationnelles.

Tab.10

L'évolution des salaires (en RON – la monnaie nationale de la Roumanie)



Source : l'Institut National de Statistique de la Roumanie, élaboration faite par Lorenza Lo Sasso

Si l'on rapporte le salaire reçu après le travail effectué dans une entreprise de textiles avec les dépenses moyennes nécessaires pour une famille standard avec 2 personnes qui travaillent, approximativement 1996RON, on comprend que la valeur réelle de ce salaire est vraiment très basse pour les standards de la vie et indique des écarts sociaux importants. Sans considérer le fait qu'à partir de 2000 jusqu'au présent le consume des roumains s'est doublé sans être accompagné, malheureusement, par une évolution similaire des salaires.

Les conséquences d'un salaire tellement bas incluent l'absence de la participation des jeunes dans le secteur et, en conséquence, l'absence de la force de travail disposée à travailler dans des conditions moins favorables. Pour cela, pendant les dernières années, on a constaté l'apparition d'un nouveau phénomène en Roumanie, celui de l'import de force de travail spécialisée, qui provient d'autres pays et qui est disposée à travailler pour un revenu équivalent avec le salaire minimum, qui tente de compenser l'évolution opposée de l'émigration à l'étranger.

Le phénomène de l'immigration

Au moment de son adhésion dans l'UE, la Roumanie s'est confrontée avec un phénomène nouveau, celui de l'immigration des personnes étrangères dans son territoire. Avant de réussir à résoudre le problème du vide laissé par les citoyens roumains partis au dehors des frontières et confrontée avec la situation de 2005 quand 1.400.000 des citoyens travaillaient à l'étranger⁴, la média locale diffusait beaucoup d'articles concernant des personnes qui arrivaient des différentes parties du monde pour compenser le déficit de force de travail du pays.

Le gouvernement roumain, tout en travaillant les politiques de réinsertion des citoyens partis à l'étranger pour travailler, en causant une réduction des ressources internes, concernant surtout la force de travail spécialisée mais aussi des ruptures dans beaucoup de familles, a commencé dernièrement de planifier l'arrivée des travailleurs étrangers pour pouvoir satisfaire les nécessités de l'économie nationale.

Pour compléter les activités de privatisation et d'industrialisation et prenant en compte le fait que la globalisation met l'accent dans l'économie sur les processus d'internationalisation, les secteurs comme celui textile, par exemple, ou celui des constructions, ont eu besoin de force de travail arrivée des différents États africains ou asiatiques : Inde, Chine, Bangladesh, Turquie. Des milliers de personnes sont arrivées en Roumanie, en utilisant toutes leurs économies, pour contracter des agences de placement, afin de trouver un job meilleur que ce que leur offrait leur propre pays, en travaillant pour gagner mieux par rapport à ce qu'ils avaient pu gagner, dans la même période, dans une entreprise de leur pays d'origine.

Le phénomène de l'immigration apparaît en Roumanie à partir de la moitié des années 90, parallèlement avec l'arrivée des entrepreneurs étrangers, qui contribuent à achever le processus de privatisation, en s'axant principalement sur la capitale et sur les localités de sa proximité, pour arriver ensuite dans le département de Iassy, les deux zones étant aujourd'hui aussi les plus denses en personnel étranger. Les deux zones ont une tradition forte en ce qui concerne le secteur textile, la fabrication de vêtements, de chaussures et l'industrie du cuir. Il n'est pas par hasard que beaucoup d'employés étrangers viennent des pays avec une intense spécialisation dans ce domaine, comme par exemple Turquie. Bien des États de l'Asie de sud-est représentent les plus grands exportateurs de produits d'habillement ou de chaussures et aussi le cible favori des entrepreneurs qui cherchent de la force de travail avec un coût plus bas.

Conformément au Bureau Roumain pour l'Immigration (RIO), jusqu'au 2008 il y avait approximativement 65.000 d'immigrants sur le territoire national. Ayant en vue les données incluses dans le rapport rédigé en 2008 par RIO, jusqu'au mois de décembre de l'année passée le nombre des travailleurs immigrants qui ont demandé un permis pour rester a augmenté avec 15.000, ceux-ci étant départagés dans la manière suivante :

Le nombre des personnes qui ont demandé un permis de travail pour la Roumanie :

Type de permis	Le nombre des travailleurs extra communautaires
Pour contrat permanent de travail	9,876
Accord provisoire	4,531
Permis d'étude	124
Travail saisonnier	236
Sportives	229
Pour une période de training	4

⁴ Sheila Siar (édition coordonnée par), La migration en Roumanie: la situation du pays en 2008", p.18, L'Organisation Internationale de la Migration, Genève, 2008, p.18

TOTALE	15,000
--------	---------------

Source : Le Bureau Roumain pour l'Immigration, le rapport de 2008 concernant la situation des travailleurs extra communautaires.

Bien sûr que les données ont le caractère indicatif d'un phénomène qui, malheureusement, implique aussi un nombre élevé de personnes sans visa ou permis.

Si l'on considère le nombre total des travailleurs roumains indiqué par le Bureau National de Statistique de la Roumanie, qui indiquait 4.738.600 travailleurs dans tout le système économique en décembre 2008, on pourrait remarquer que les nouveaux travailleurs immigrants représentent approximativement 0,32% du nombre total des travailleurs roumains.

Une chiffre qui semble très petite et qui justifie l'attention infime accordée à ce phénomène, mais si l'on considère l'évolution enregistrée pendant les dernières années, le phénomène acquiert d'autres connotations. Si l'on analyse le tableau suivant, on peut remarquer que le nombre de travailleurs étrangers est en croissance continue et, afin d'être mieux intégrés dans le système social et dans le système économique de la Roumanie en même temps, le phénomène ne doit pas être ignoré.

Le total des permis de travail émis en Roumanie dans la période 2000-2006							
	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Le total des travailleurs (en milliers de personnes) (1)	8,629	8,563	8,329	8,306	8,238	8,153	8,245
Les permis de travail (2)	1,920	2,490	2,877	3,396	4,230	5,532	8,659
Le rapport entre (1) et (2) en pourcentages	0.02	0.03	0.03	0.04	0.05	0.07	0.11

Source : <http://www.eurofound.europa.eu/ewco/studies/tn0807038s/ro0807039q.htm>

Comme on peut observer dans le tableau ci-dessus, en 2000 le pourcentage de force de travail étrangère (tous les citoyens qui n'ont pas de citoyenneté roumaine) était de 0,02% et en 8 ans il arrive à 0,32% travailleurs extracommunautaires (des citoyens qui n'appartiennent pas aux pays membres UE ou à la Zone Economique Européenne).

L'adhésion du pays à UE a donné certainement un impulse en ce qui concerne la croissance du nombre de travailleurs extracommunautaires et, justement pour pouvoir contrôler ce phénomène, le gouvernement roumain a adopté en 2004 « La stratégie nationale concernant l'immigration pendant la période 2007-2010 », en mettant de cette manière la législation nationale en accord avec les standards communautaires.

Parmi les différents secteurs industriels, le domaine textile est celui qui a besoin chaque année d'un nombre plus élevé de force de travail. Pour cela, en 2006, la demande de 1.500 de travailleurs chinois, formulée par une entreprise de Bacau⁵ au Ministère du Travail, a généré beaucoup de rumeur. Parmi les motivations, présentées par le manager, on compte l'absence des travailleuses qui veulent travailler à la machine. Au cours années, le phénomène de demander du personnel aux agences de recrutement, surtout de l'Asie de sud-est, est augmenté. Prenant en compte le fait que le quantum de la rétribution était perçu de manière différente d'un pays à l'autre, ce qui pour un roumain représente un salaire réduit, pour lequel l'effort n'est pas justifié, pour un chinois, un bengal ou un tagal le même salaire peut prendre tout une autre nuance.

Si jadis la loi nationale roumaine stipulait que les travailleurs étrangers devaient recevoir un salaire, qui ne devait pas être inférieur au salaire moyen national, à partir du mois d'août du 2008,

⁵ Mihaela Iordache, La Roumanie: pays d'immigration, en "L'Observateur de Balcanes" de 26/04/2006, <http://www.osservatoriobalcani.org/article/articleview/5597>

ces personnes qui travaillent sur le territoire roumain ne peuvent pas recevoir de salaire plus bas que le salaire minimum roumain⁶. Pour l'année 2008 le salaire minimum établi par la loi ne pouvait pas être inférieur à la somme de 500RON⁷, approximativement 120 euro et il y avait peu de personnes qui acceptaient travailler pour si peu d'argents.

Le plus souvent, les travailleurs étrangers ont des contrats temporaires, valables seulement pendant quelques mois et ils arrivent en Roumanie avec le but de gagner le plus possible, pour pouvoir rentrer dans leur pays. Alors, le problème le plus important pour ce type de personnes qui entrent dans le système économique et social roumain est l'intégration. L'intégration des personnes qui savent qu'elles vont partir après peu de temps est difficile et il est encore plus difficile de leur offrir la possibilité d'avoir des contacts avec la population roumaine parce que, le plus souvent, elles sont logées à l'intérieur du complexe industriel dans lequel elles vont travailler. On peut ajouter à tout cela les difficultés linguistiques, beaucoup d'étrangers étant aidés par des traducteurs qui s'occupent de leur apporter les produits qui leur sont nécessaires de dehors, en éliminant de cette sorte toute possibilité d'interagir avec la population autochtone. Il y a peu de situations dans lesquelles l'État réussit à mettre à leur disposition des médiateurs culturels et il est très difficile d'entamer un dialogue avec eux.

On peut comprendre que c'est très compliqué pour un syndicat de pénétrer à l'intérieur de ces situations, pour donner la possibilité aux travailleurs de manifester leur propre droit, de faire part d'un tel syndicat ou de participer au dialogue social. Les problèmes les plus importantes, indiqués par les fédérations syndicales, sont de natures différentes, comme par exemple : on part du plus élémentaire problème linguistique qui nous empêche de les contacter ou qui exclut la possibilité d'avoir des contacts directs avec les personnes engagées dans l'entreprise et, pour le fait que, lorsqu'on utilise tant de force de travail étrangère, celle-ci est employée dans des complexes où ces personnes travaillent toutes seules, elles ne participent pas au processus de production ensemble avec les travailleurs autochtones, en créant ainsi une isolation et une barrière, pas seulement de nature physique, à cause des murs des complexes industriels, mais aussi abstraite, à cause des barrières culturelles et de l'impossibilité de contact.

Les travailleurs étrangers ne connaissent pas quels sont leurs droits et ne savent pas qu'ils pourraient devenir membres d'un syndicat qui pourrait leur soutenir les exigences qui se présentent comme des problèmes nouveaux dans une fédération de secteur. Interagir avec les travailleurs étrangers signifie avoir accès à une série de demandes, que ces personnes-là peuvent avoir, accorder une assistance différente parce qu'on doit considérer toutes les exigences qui résultent des grandes distances par rapport à leurs pays d'origine et de l'interaction avec leur famille et avec la vie privée en général qui est complètement différente.

Alors, le dialogue social, qui ne prend pas en considération ces aspects nouveaux, ne pourra pas réagir, que d'une manière insuffisante, envers les abus que certains employeurs font vis-à-vis des travailleurs étrangers. C'est justement du contraste entre ceux qui arrivent et ceux qui partent, qu'il doit surgir une manière nouvelle de syndicalisation et un espace nouveau dans le dialogue social en ce qui concerne la manière de prendre soin de ces acteurs nouveaux dans le secteur de travail de l'industrie textile.

Et, en même temps, le problème sérieux de l'administration des agences de recrutement, l'absence d'une législation adéquate qui n'empêche pas ces sujets de rendre pire la vie, déjà très difficile, des pauvres travailleurs qui arrivent de loin ayant des attentes différentes par rapport aux promesses faites par l'agence. À cet égard, une des situations qui ont généré beaucoup de bruit dans

⁶ Conformément à l'article 47 du Code roumain du Travail, les personnes qui travaillent en Roumanie ont les mêmes droits que les citoyens roumains, même si l'employeur est citoyen roumain ou étranger. Cela signifie que le travailleur ne peut pas avoir moins de droits que ceux prévus par la loi roumaine.

⁷ "Le guide du travailleur étranger en Roumanie", p.10, www.muncii.ro.

toutes les medias nationales et internationales est celle de la compagnie *Wear* de Bacau, dans la partie orientale de la Roumanie, qui produit de l'équipement sportif pour le marché étranger (surtout pour le marché de l'Europe occidentale), appartenant à l'italien Antonello Gamba. Dans l'entreprise travaillaient 400 chinois, qui, en janvier 2007, ont démarré une grève par laquelle ils demandaient des conditions meilleures de travail et des salaires plus élevés que ceux qu'ils avaient reçu jusqu'alors.

Le problème est apparu à cause du fait que les travailleuses avaient négocié un salaire avec les agences de recrutement et, au moment de leur arrivée en Roumanie, elles n'ont pas reçu la somme établie à cause des dépenses avec la nourriture et l'hébergement (dans la compagnie pour la quelle elle travaillaient) qui étaient déduites du salaire mensuel, en recevant de cette manière beaucoup moins que ce qu'elles avaient négocié au début.

Malheureusement, en ce moment il n'y a pas de moyens juridiques efficaces pour combattre ces situations qui, le plus souvent, restent isolées à l'abri des murs des compagnies en question, justement à cause des difficultés indiquées, rencontrées lorsqu'on veut demander du support.

En effet, le cas des travailleuses chinoises a fait beaucoup de bruit, mais pas seulement parce qu'il a dévoilé au public un phénomène qui, jusqu'en ce moment-là, n'avait pas été perçu complètement par la population de la Roumanie, mais aussi pour leur capacité de s'unir et de mettre en pratique une grève pour demander leur droits.

Après cela, les travailleuses qui ne sont pas rentrées en Chine ont été détachées à la compagnie Sonoma, située à la périphérie du nord-est de Bacau, appartenant au même patron Antonello Gamba et ont commencé à travailler ensemble avec les travailleuses autochtones. Entre temps, la compagnie *Wear* compensait l'absence de personnel avec de nouveaux travailleurs immigrants qui provenaient cette fois-ci de Bangladesh.

Ce qui est plus grave c'est le fait qu'il n'y ait pas d'instruments juridiques qui puissent défendre les travailleurs non UE et, en même temps, le fait qu'il n'y ait aucun type de contrôle en ce qui concerne l'administration des contrats par les agences de recrutement, qui proposent des conditions qui, le plus souvent, ne sont pas respectées. Les travailleurs se réveillent tout seuls, dans un pays étranger, à des milliers de kilomètres distance de leur maison, sans avoir la possibilité de s'exprimer et de communiquer avec le monde externe, sans connaître quels sont leurs droits, sans pouvoir participer à un dialogue social, ayant seulement des promesses qui ne sont pas respectées, qui ne permettent pas l'envoi des économies chez les personnes chères ou le paiement des dettes de recrutement envers les agences.

En ce qui concerne *Wear* on va joindre ensuite l'interview d'une travailleuse de la compagnie Sonoma, qui raconte les conditions actuelles de travail pour les travailleuses chinoises.

Interview⁸

Est-ce que vous connaissiez la situation de ces travailleuses chinoises qui activaient dans la compagnie Wear de votre cité, avant d'avoir été transférées à Sonoma ?

« Non, j'ai appris de la présence de ces personnes après l'éclat du scandale, rendu publique par la télévision. Après la publication de la nouvelle, la population a réalisé la situation de Wear et on a appris que les citoyens chinois, arrivés à Bacau pour travailler, n'avaient pas reçu de salaire comme leur en avait promis, parce qu'on leur y déduisait les dépenses de nourriture et d'hébergement. Alors, ils ont appris qu'ils avaient été mentis et qu'au lieu de 400 dollars qu'ils devaient recevoir ils

⁸ Apliqué à une employée de l'entreprise Sonoma de Bacau, au mois de may 2009

recevaient moins de la moitié de cette somme. Quand ils ont réalisé tout cela, ils ont démarré une grève dans l'entreprise et, après l'arrivée de la police, leur situation a dépassé le périmètre de l'entreprise. La télévision nous a montré comme ils dormaient à l'intérieur du complexe industriel, sans pouvoir sortir au dehors des murs de l'entreprise Wear, toute leur vie se déroulait là : ils mangeaient, dormaient et vivaient dedans. »

Comment a été reçue la nouvelle par la population locale ?

« Nous nous sommes sentis un peu déboussolés, pas seulement à cause des images de ces personnes qui vivaient juste à quelques kilomètres distance de nous et dont la situation nous était complètement étrangère, mais aussi parce qu'avant cet événement personne ne pensait que les compagnies se confrontaient avec une absence de force de travail dans ce domaine. Il est clair que les salaires sont plus basses que dans d'autres secteurs et cela oblige plusieurs travailleurs à changer de profil, en cherchant un job mieux payé ou en émigrant vers l'Italie ou vers d'autres pays dans l'Europe Occidentale, mais qu'il était difficile de trouver de la force de travail dans les conditions dans lesquelles plusieurs entreprises sont fermées et renvoient les travailleurs, nous semblait une situation très lointaine. Dans notre pays, le phénomène de l'immigration se manifeste d'une manière plus évidente depuis quelques années seulement. »

Alors, après la grève, les travailleuses chinoises ont été transférées chez vous, dans l'entreprise Sonoma ?

« Oui, au début il y avait 400 femmes, maintenant seulement 140 sont restées. Quelques-unes sont parties juste après le transfert, évidemment, malgré le fait qu'elles ont reçu un bonus de la part du Ministère du Travail grâce à leur participation à la découverte de la fraude, raison pour laquelle quelques-unes ont décidé de rentrer en Chine, parce que le salaire n'était pas celui promis initialement et, dès qu'elles ont eu la possibilité de payer leur billet, elles sont rentrées dans leur pays. »

Cela signifie que les travailleuses qui sont restées travaillent à côté de vous et sont en relation directe avec tous les employés de l'entreprise ?

« Pas exactement. L'entreprise est la même, nous sommes toutes sous le même toit, mais nous sommes séparées par un mur. Il n'est pas haut jusqu'au plafond, donc on peut voir ce qui se passe de l'autre part mais, pendant les heures du programme, nous n'avons pas la possibilité d'entrer en contact directement avec elles. En reste, la production est elle-même différente de ce que nous faisons. Les travailleuses chinoises s'occupent de commandes différentes, elles font des choses que nous n'avons jamais fait, elles ont d'autres spécialisations que nous. »

Même si vous effectuez une production différente, vous avez le même programme de travail, les conditions sont les mêmes pour les travailleuses roumaines et les chinoises, n'est-ce pas ?

« Nous commençons à la même heure, mais elles ont une pause plus longue et alors elles finissent le programme plus tard que nous, mais je ne sais pas si elles effectuent des heures supplémentaires. Ce que je sais c'est qu'elles réussissent à produire plusieurs pièces dans un intervalle plus court, elles sont vraiment rapides ! »

Les travailleuses chinoises réussissent-elles à communiquer avec vous, ont-elles appris le roumain ?

« Après que la nouvelle ait devenue de domaine publique, les travailleuses étrangères ont commencé à prendre des cours de langue roumaine, en collaboration avec la Chambre de Commerce, mais jusqu'alors le seul contact avec les personnes autochtones se réalisait à l'aide d'un traducteur. »

Savez-vous combien de temps resteront-elles encore à travailler ici ? Généralement, les travailleurs immigrants, qui sont engagés dans le secteur textile, ont un contrat de travail au terme déterminé, qui dure quelques mois et puis ils rentrent dans leurs pays, est celui-ci le cas de ces travailleuses ?

« Oui, les travailleuses chinoises resteront avec nous jusqu'au mois de août et puis elles partiront en laissant la place libre pour les travailleuses de Bangladesh, au moins c'est ce qu'elles nous ont dit. »

Y a-t-il des conflits entre les autochtones et les immigrantes chinoises ?

« Non, il n'y a pas de conflits, les rapports sont assez bonnes, même si la possibilité de contact est réduite, à cause de la différence linguistique et culturelle, mais aussi pour des raisons liés au programme de travail différent. Puis, elles ne sortent pas trop dans la ville, parce que seulement quelques-unes possèdent un permis de sortie de l'entreprise pour faire des achats. Généralement, nous les rencontrons au marché où elles achètent de la nourriture et des choses qui leurs sont nécessaires, mais il n'y a pas de contact effectif avec la population locale, sauf des situations sporadiques. Parce qu'elles vivent à l'intérieur de l'entreprise, il n'y a pas de possibilité de se rencontrer en dehors du programme de travail. »

Quel est leur rapport avec le syndicat ?

« L'entreprise est syndicalisée, ça veut dire qu'elles peuvent bénéficier aussi de contrôle et de tous les avantages garanties grâce au dialogue avec les syndicats. Mais elles ne sont pas membres du syndicat, mais si elles voulaient y joindre, la loi ne leur interdit pas cela, même si elles ne sont pas résidentes roumaines. »

La Bulgarie

La Bulgarie, comme la Roumanie, a une longue tradition en ce qui concerne le secteur de textiles et les affinités avec la situation sociale et économique, de l'État analysé antérieurement, sont évidentes ; et, en ce cas, l'évolution vers d'adhésion à l'UE a été accompagnée par un changement radical d'une économie planifiée vers un marché libre et ouvert vers une dimension internationale jusqu'à l'entrée dans un contexte communautaire.

La situation de l'occupation

La restructuration récente de l'industrie de la Bulgarie, accompagnée par une amélioration générale du secteur des manufactures et l'augmentation du niveau des investissements étrangers dans ce type d'industrie, imposent le secteur textiles, vêtements et chaussures comme une ressource importante de l'économie du pays. C'est vrai que la Bulgarie est devenue, pendant les dernières années, la nouvelle frontière pour ce secteur; pareillement à la Roumanie, elle se offre des coûts de production situés sous la moyenne des autres pays UE et la position stratégique, grâce au rapprochement du marché européen, a permis pendant les dernières années une croissance du point de vue de l'économie et de la production. Un rôle important est joué par la présence des entreprises étrangères qui ont décidé d'ouvrir des entreprises sur le territoire bulgare et d'investir dans le secteur textiles et vêtements, mais aussi dans le secteur chaussures ; jusqu'au 2006 il y avaient approximativement 25 compagnies italiennes⁹ mais la compétitivité du coût de travail, le plus bas de tous les pays membres, nous fait penser que le nombre a augmenté.

En plus, en décembre 2008, le secteur incluait 5,15% du nombre total des travailleurs. Celles-ci sont des données importantes par rapport aux données des années passées et en suivant l'évolution générale de l'occupation dans le secteur textiles et vêtements, le tableau 1, et le secteur chaussures, le tableau 2, on constate des valeurs différentes. Pendant les dernières années, la réduction du nombre des personnes, impliquées dans le secteur, est plus en plus accentué. Il suffit de confronter les données avec celles de 2004 pour observer que, jusqu'au présent, le nombre des employés du secteur textiles et vêtements est plus bas avec 15%.

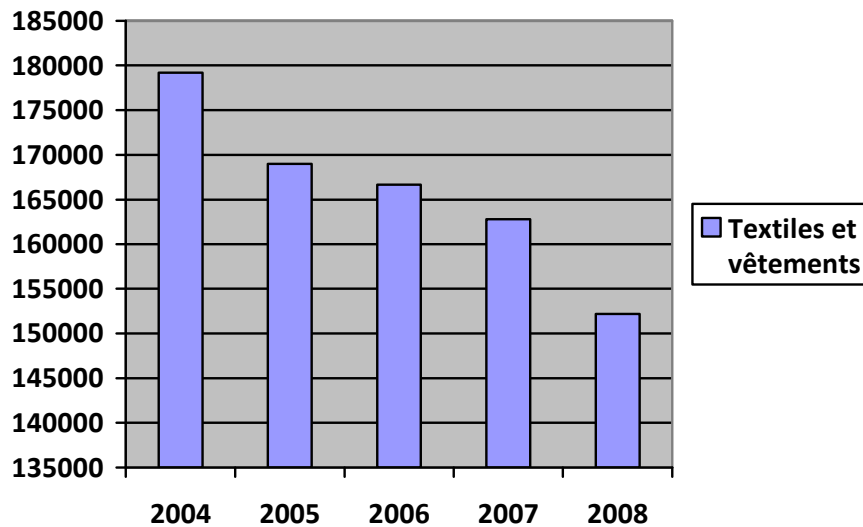
À coté d'une diminution physiologique causée par une restructuration du secteur à cause de la disparition du système COMECON et de la modernisation des entreprises, le secteur textiles et vêtements est confronté avec une réduction progressive du nombre des travailleurs employés pendant les dernières années, surtout pendant la période 2004-2005 (tab.1), mais, en même temps, le secteur chaussures et vêtements (tab.2) supporte une évolution variable aux niveaux d'occupation plus grands ou plus petits d'une année à l'autre.

Les raisons de cette réduction sont différentes et elles sont liées en Bulgarie, comme en Roumanie aussi, à un passage d'un secteur à l'autre et à une rate très élevée de travailleurs qui décident à émigrer vers des pays où les salaires sont plus grands. Mais, l'évolution fluctuante et visiblement caractérisée par des points maximum et minimum du nombre des personnes employées est causée par la dépendance forte de l'économie bulgare post-communiste par rapport aux investissements étrangers et à la demande externe, surtout pour le niveau élevé de production en système Lohn. Alors, pendant que dans le secteur vêtements certaines entreprises continuent à travailler en modernisant la production et en cherchant un marché où leur propre produit puisse devenir compétitif, dans le secteur chaussures et cuir on remarque une dépendance forte par rapport aux commandes des entreprises étrangères et les périodes de crise économique, du type de la crise actuelle, accélèrent cette dépendance. Il suffit d'observer les données incluses dans le tableau 2 pour constater la diminution salariale de 2006 jusqu'à 2008, période qui a marqué le collapse de l'économie mondiale avec des conséquences liées à la réduction de la demande.

⁹ http://promec.martinrusev.net/index.php/possibilita_di_collaborazione/nuova_frontiera_industria_tessile .

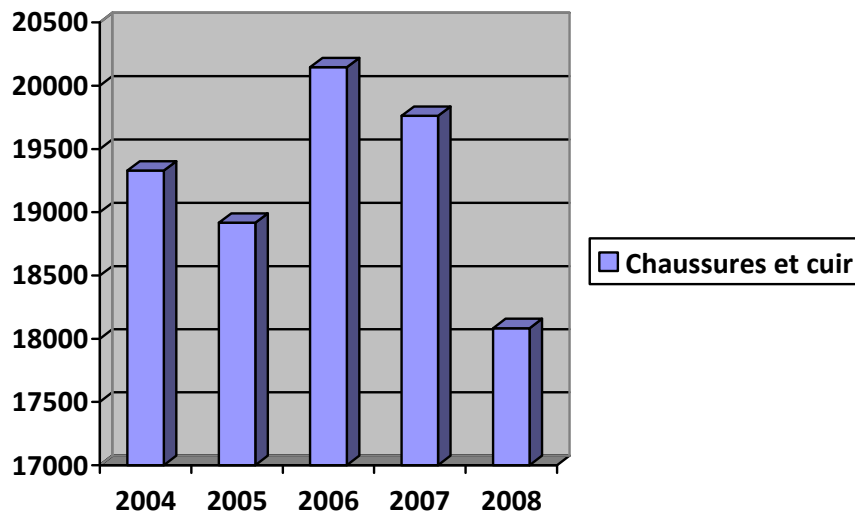
Tab.1

La population employée dans le secteur



Source : INS Bulgarie, données élaborées par Vladimir Popov

Tab.2



Chaussures et cuir

Source : INS Bulgarie, données élaborées par Vladimir Popov

Si l'on analyse l'évolution du chômage pendant les dernières années, on observe qu'à partir de 2005 il y a eu un changement de la tendance, avec une rate du chômage de 10,1%, la plus basse de la moitié des années 90. L'évolution du chômage jusqu'au maintenant a été constatée et dirigée vers une diminution qui a atteint, en 2008, le chiffre de 5,6% (le tableau 3), en descendant vers un niveau plus bas que la moyenne (7% l'année passée) de tous les pays membres (tableau 4).

Des données de chômage, comparaison avec UE25

Tab.3

Annee	2004	2005	2006	2007	2008
UE-27	9.0	8.9	8.2	7.1	7.0
Bulgarie	12.1	10.1	9.0	6.9	5.6

Source : EUROSTAT – l’observation de l’évolution de la force de travail, données élaborées par Vladimir Popov

Tab.4

Source : EUROSTAT – l’observation de l’évolution de la force de travail, données élaborées par Vladimir Popov

Le secteur et les rapports internationaux

L’évolution de l’occupation dans le secteur textiles, vêtements et chaussures de la Bulgarie dépend, en grande mesure, des investissements étrangers et des commandes émises par les compagnies étrangères. La présence des entreprises délocalisées est remarquable à cause du fait que, pendant les dernières années, la Bulgarie a manifesté une politique qui accordait des facilités et des réductions fiscales pour attirer les investisseurs dans le territoire. Le rapprochement du marché européen, les coûts bas de la force de travail et la capacité de trouver facilement de la production professionnelle, ont permis, pour un nombre de plus en plus élevé d’entreprises, d’établir leur propre production dans ce pays.

Les investissements étrangers directs (IDE) se sont presque doublés dans le secteur des manufactures, celui-ci étant l’un des secteurs de la Bulgarie où les compagnies étrangères ont investi le plus. Comme on peut observer dans le tableau 5, le développement des investissements directs dans le secteur textiles et vêtements a été considérable, en atteignant en 2006 un volume 5 fois plus grand qu’au début de ce millénaire. Au contraire, en observant les données concernant le secteur chaussures, on constate que les investissements n’ont pas enregistré d’évolution très accentuée à cause de la concurrence sérieuse des entreprises asiatiques dans le domaine des chaussures et du cuir.

Tab. 5

Secteur/ année	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006
Textiles et vêtements	77.986,4	127.827,4	156.061,6	231.174,3	316.348,4	346.547,1	442.817,5
Chaussures et cuir	3.200,2	3.517	3.403,9	5.203,5	5.527,5	8.151,6	4.443,1

Source : l’Institut National de Statistique et la Banque Nationale de la Bulgarie, données élaborées par Lorenza Lo Sasso

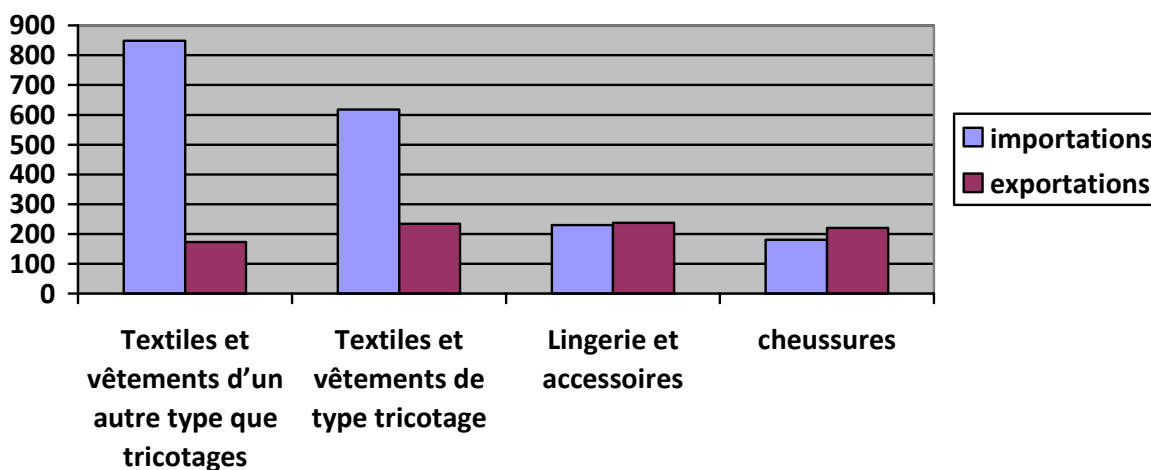
En s’agissant des relations avec le marché extérieur on ne peut pas oublier d’aborder l’évolution des exportations et des importations de produits dans le secteur. Il est nécessaire de faire comprendre la manière dans laquelle le marché étranger reçoit les produits du secteur textiles, vêtements et chaussures produites en Bulgarie. Il est un élément essentiel pour identifier les produits sur lesquels on doit s’axer et pour développer un certain type de production qui puisse respecter toujours le changement rapide de la demande. Si l’on analyse le niveau des importations de l’année passée on observe une réduction avec 10,2% pour cette année et, en même temps, les produits de manufacture

du secteur textiles, vêtements et chaussures ont enregistré une diminution avec 10,2% par rapport à 2007. Comme il résulte des données incluses dans le tableau 6, la valeur des importations est beaucoup inférieure à la valeur des exportations pour les produits textiles et vêtements. La situation est différente pour le secteur chaussures où, même si les exportations sont considérables, on n'assiste pas à une différence majeure entre les valeurs des produits qui sortent et ceux qui entrent.

Il y a encore une caractéristique du marché bulgare, on peut constater que l'export des produits, qui ne sont pas de type tricotage, est beaucoup plus grand que celui des tricotages. Cela indique un type d'économie basée surtout sur la manufacture simple et qui n'a pas besoin d'outils d'une technologie trop avancée. La majorité de cette production a comme atout le rapport qualité/prix et le prix des produits réussit à être compétitif grâce à un coût très bas pour le travail par rapport aux autres pays de l'Europe.

Tab 6

Importations et exportations dans le secteur textiles, vêtements, chaussures de la Bulgarie (valeurs en €)



Source : La Banque Nationale de la Bulgarie, données élaborées par Lorenza Lo Sasso

Le coût du travail et les salaires

La Bulgarie réussit à avoir encore des prix de production qui résistent à la compétitivité des produits asiatiques parce que leur coût réussit à rester bas, grâce au coût réduit de la production par rapport aux autres pays de l'UE et le rapprochement de l'Europe lui permet de joindre rapidement des marchés, pour répondre rapidement à la demande. Il y a aussi des coûts réduits pour le transport.

La Bulgarie est certainement l'État membre avec les plus bas salaires. En ce moment le salaire dans le secteur textiles et vêtements est de 317LEV, approximativement 162 euro par mois et les travailleurs du secteur chaussures reçoivent un salaire de 290LEV, approximativement 148 euro par mois (tableau 7)

Tab 7

Le salaire medium du travailleur dans le secteur textiles, vêtements et chaussures

Secteur	2004	2005	2006	2007	2008

Textiles - vêtements	187 BGN (96 Euro)	205 BGN (105)	228 BGN (117)	264 BGN (135)	317 BGN (162)
cuir - chaussures	170 BGN (87 Euro)	182 BGN (93)	209 BGN (107)	243 BGN (124)	290 BGN (148)

Source : INS Bulgarie, données élaborées par Vladimir Popov

Comme dans le cas de la Roumanie, la Bulgarie a pour ce secteur un salaire un peu plus élevé que le salaire minimum prévu par la loi (240 Lev par mois). Si l'on le compare avec les niveaux européens, on observe qu'il se situe sur la dernière place parmi les salaires minimums de l'Europe. Il est 3 fois plus réduit que celui de la Pologne, 6,2 fois plus réduit que celui de l'Espagne et 14,4 fois plus réduit que celui de Luxembourg (le pays avec le salaire minimum le plus élevé de l'Europe). Ces chiffres doivent être comparés bien sûr en ayant en vue le rapport avec le pouvoir d'achat et celui-ci est en Bulgarie très bas par rapport à la moyenne européenne (tableau 8) respectivement 60% plus bas par rapport aux autres pays membres. Si l'on compare ces données avec le coût réel de la vie, on observe qu'il y a de nombreuses difficultés concernant le travail dans ce secteur. Une famille moyenne bénéficie d'un revenu annuel par personne de 3.502 LEV, respectivement 1.790 euro.

Tab 8

PIB par personne en Bulgarie (annuel comme pouvoir d'achat standard)

Année	2004	2005	2006	2007	2008
UE-27	21 700	22 500	23 600	24 900	25 100
Bulgarie	7 300	7 800	8 600	9 300	10 100
UE-27 = 100.0	33.7	34.5	36.5	37.3	40.1

Source : EUROSTAT, données élaborées par Vladimir Popov

Tab 9

Dépenses familiales divisées par groupes (juin 2008/2009)

groupes	2008		2009	
	%	moyenne par tête LEV	%	moyenne par tête LEV
Frais	100	271,43	100	273,56
Consommation monétaire	84	227,99	86,3	236,19
Aliments et boissons sans alcool	36,6	99,37	37,37	103,01
Boissons alcooliques et tabac	4,5	12,13	4,9	13,4
Vêtements et chaussures	3,2	8,59	2,9	7,81
Logement et charges	11,9	32,26	13,6	37,10
Entretien logement	3,7	10,06	3,6	9,89
Santé	4,5	12,22	5,4	14,67
Transports	8	21,61	7	19,18
Communications	4,4	11,93	4,6	12,54

Culture et education	3,5	9,58	3,5	9,56
Biens et differents services	3,8	10,24	3,3	9,03
Imôts	3,1	8,50	3,1	8,56
Contributions sociales	3,7	10	3,8	10,43
Païement familiares	1,6	4,44	1,7	4,74
Autre	7,6	20,50	5	13,63

Source : INS

De plus, si l'on observe le tableau 9 il résulte que le total des dépenses par personne est de 273,56 LEV. À partir de cette information on peut affirmer que, dans une famille standard, qui dans la méthodologie de recherche utilisée par INS, est composée par 4 personnes, desquelles 2 contribuent au revenu de la famille avec des salaires moyens, le total des dépenses est de 273,56 LEV x 4 = 1094,24 LEV.

En considérant que cette information est faible, on la compare avec le revenu moyen par personne et puis avec le revenu par famille, pour comprendre la manière dont une famille bulgare se rapporte à ses propres dépenses pendant une année:

Tab.10

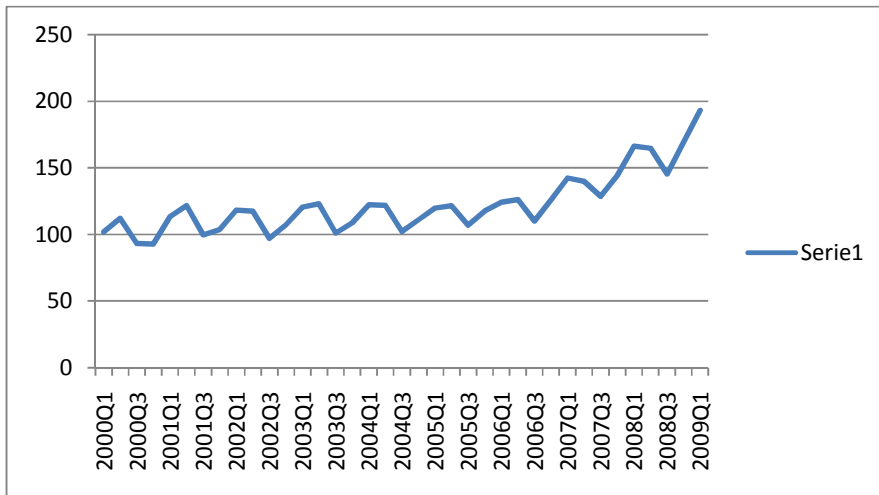
La moyenne mensuelle des dépenses familiales	1.094,24 LEV
La moyenne annuelle des dépenses familiales	13.130,88 LEV

Le revenu moyen mensuel des salaires ou par personne dans le secteur textile	317,00 LEV
Le revenu moyen mensuel par salaires ou par famille dans le secteur textile	634,00LEV

Le graphique ci-dessous nous montre, d'une manière très claire, le fait qu'un travailleur moyen du secteur textiles ne réussit pas à couvrir les dépenses annuelles en utilisant seulement son salaire. D'ici la difficulté de soutenir un style de vie comparable à la moyenne nationale et le fait que beaucoup de familles (on ne connaît pas le nombre exact) doivent travailler supplémentaires pour maintenir un niveau de vie similaire au standard national. La différence entre les riches et les pauvres est remarquable, mais aussi les pauvres sont de plus en plus pauvres et les riches se détachent de plus en plus des valeurs minimales nationales.

Tab.11

Le coût du travail



Source : La Banque Centrale Européenne

En considérant ces éléments et en observant l'évolution future de la croissance du coût de travail (tableau 11), on peut penser que, si l'économie est basée seulement sur le niveau bas du coût de production, cela ne peut pas constituer une stratégie pour l'avenir, parce qu'on ne peut pas soutenir le même prix sur le marché. Pour cela, la formation des travailleurs du secteur est nécessaire pour que ceux-ci puissent occuper de nouvelles positions. Il est obligatoire d'acquérir de nouveaux outils pour améliorer la qualité des produits, pour pouvoir créer de cette manière une industrie de qualité. Les marchés deviennent de plus en plus prétentieux et diversifiés et, pour cette raison, on doit effectuer des investissements pour la recherche de ces marchés, pour identifier une possible nouvelle source d'investissements dans la production des produits qui puissent combiner leur qualité avec leur éco-compatibilité. On a besoin d'un modèle innovateur en ce qui concerne le produit mais aussi la production, où les personnes employées puissent travailler sur des positions qui correspondent à leurs exigences.

Conclusions

La recherche présentée dans ce document n'est pas exhaustive en ce qui concerne l'exposée de la dynamique du secteur textiles, vêtements et chaussures dans la Roumanie et la Bulgarie, mais elle a comme objet la présentation de la situation globale du secteur, et, par conséquent, de ceux qui travaillent dans ce secteur, pour pouvoir employer les instruments utiles afin de développer un dialogue social commun et efficace. On a essayé, surtout, de focaliser l'attention sur les possibilités futures du secteur et sur les changements prévisibles qu'y peuvent intervenir.

En analysant la situation existante dans les deux pays, on peut remarquer beaucoup d'aspects communs : les deux secteurs textiles, vêtements et chaussures ont suivi un processus de privatisation et se sont transposés sur le marché libre en comprenant qu'ils ne pouvaient pas avoir d'avenir sans la modernisation de leurs productions et sans entrer dans le mécanisme international du marché. Le début du processus de privatisation du secteur de l'industrie manufacturière a été propulsé grâce aux investissements de capital étranger, fait qui a permis un développement pour celui-ci dans un rythme plus rapide. De l'autre côté, on a créé un système extrêmement dépendant, par rapport à certains types de production basées sur la présence de la force de travail avec un coût bas, qui ne représente pas une garantie pour un secteur stable à l'avenir. Alors, le coût du travail augmente et il ne pourra pas rester au niveau compétitif imposé par les pays asiatiques. La délocalisation des entreprises de production, basées seulement sur le simple assemblage ou la présence notable des entreprises apparues pour travailler en système Lohn, indique une faiblesse, surtout dans cette période de crise globale. Cela indique aussi la tendance de faiblesse manifestée par le secteur vêtements, dans une mesure plus notable que le secteur textile, justement à cause du type de production qui est basé surtout sur la spécialisation réduite des produits et se concentre plus sur des items de production et sur le coût de la force de travail.

À cause de la fragilité de ce type de production, beaucoup d'entreprises de ce secteur ont démarré, en même temps, des productions propres qui puissent être vendues sur le marché national et, puis, à l'étranger. Il y en a des exemples positifs et on espère à l'avenir à l'augmentation des investissements pour la modernisation des produits réalisés. L'avenir du secteur textile, vêtements et chaussures consiste justement dans la modernisation, l'emploi de matériaux et techniques nouvelles et aussi la différenciation du produit. L'encadrement dans les standards de certification internationale de production (par exemple ISO 9001) et la création de produits nouveaux dans de meilleures conditions de travail et en utilisant des matériaux qui ne sont pas nocifs et qui ont un impact réduit par rapport à l'environnement, représentent les éléments nécessaires pour les entreprises de l'avenir, pour créer des produits spécialisés.

En ce qui concerne le dialogue social, surtout celui concernant le contrat collectif, la priorité du secteur reste la question des salaires, insuffisantes pour une économie en plein essor comme celle de la Roumanie ou de la Bulgarie, où le coût du travail augmente d'une année à l'autre, en créant une différence de plus en plus évidente entre les classes de travailleurs. En Roumanie et en Bulgarie aussi les salaires dans le secteur textiles, vêtements et chaussures sont beaucoup plus bas que la moyenne nationale. L'une des principales causes qui détermine l'existence des salaires bas dans ce secteur est surtout la présence des travailleuses qui reçoivent généralement un salaire plus petit que celui des hommes pour la même position.

L'absence de l'adaptation des salaires à la situation générale, cause des réactions en chaîne dont un nombre de plus en plus réduit de jeunes intéressés à joindre cette profession et à se qualifier dans un secteur qui ne leur permet pas d'avoir un revenu comparable aux autres. L'absence des jeunes représente, premièrement, une perte pour le domaine du personnel spécialisé, capable de travailler avec des outils modernes. Et, certainement, on ne peut pas affirmer que dans un pays comme la Roumanie on n'investit pas dans la formation professionnelle des nouveaux travailleurs pour être employés dans le secteur, un exemple l'en constitue l'Université de Iassy où il y a une importante

faculté d'ingénierie textile. Former ça veut dire préparer pour l'avenir du secteur, être avant-gardiste face aux nouveaux types de demandes lancées par le marché.

On ne s'étonne pas que, justement au deuxième point, pour lequel beaucoup de contrats du secteur de l'Europe on accordé beaucoup d'importance, on indique la formation continue, qui permet à la force de travail de devenir experte et plus spécialisée. Être capable d'utiliser les nouveaux outils et avoir la compétence pour pouvoir participer au développement de la professionnalité des travailleurs représente la clé qui permet la combinaison d'une série d'éléments importants, comme, par exemple, l'augmentation de la production, une qualité meilleure des produits et un professionnalité plus accentuée du personnel. Être un travailleur spécialisé ne présente pas d'avantages seulement pour la production, mais garantit aussi des salaires plus élevés en fonction du professionnalisme et la formation des nouveaux employés.

Une des questions discutées et qui attire l'attention des travailleurs de ce secteur, est la présence de plus en plus prégnante du personnel immigrant. Un phénomène plus accentué en Roumanie et qui a surpris le pays et le secteur textiles, vêtements et chaussures, qui a démontré d'être l'un des secteurs les plus affectés par ce phénomène, à côté du secteur des constructions. L'immigration représente un thème que les syndicats locaux doivent approfondir et sur lequel ils doivent concentrer leurs efforts. L'adhésion à UE détermine la Roumanie et la Bulgarie d'être plus intéressées de ce phénomène, aspect qui inclue les deux pays dans un contexte commun avec les autres États membres. Il est nécessaire d'identifier les aspect communs pour les autres États membres UE et l'analyse des décisions probables afin d'assurer le support pour un nombre plus élevé d'employés qui proviennent d'autres pays. L'avenir du secteur et le syndicat lui-même doivent accorder une attention spéciale à ce phénomène afin de gagner une nouvelle force.

Pour que le contrat collectif devienne un instrument qui puisse améliorer vraiment les conditions de travail, on doit effectuer une recherche constante de la situation du secteur et une analyse par laquelle on puisse prévoir les principales exigences qui doivent être accomplies pour tenir le mieux possible la gestion des situations qui apparaissent chaque jour. On doit être capable à prévoir les exigences des travailleurs et on doit agir de telle manière pour que la place de travail et la vie privée deviennent deux dimensions conciliables. La focalisation d'une partie du dialogue sur l'égalité de genre et sur la création des modèles lucratives où la femme puisse travailler sans être obligée à négliger son rôle de mère, représente l'un des aspects essentiels. Le pourcentage élevé de femmes qui en indique presque 70% dans les secteur textiles, vêtements et chaussures en Roumanie et en Bulgarie aussi, détermine la nécessité de considérer les exigences qui puissent aider ces personnes à bénéficier d'égalité de traitement afin de pouvoir avancer dans la carrière professionnelle (même à l'intérieur du syndicat), d'avoir le droit aux mêmes conditions salariales et à toutes les conditions qui puissent leur permettre à concilier la vie privée à la vie lucrative.

À part la dimension nationale dans une économie globalisée comme celle qui caractérise les dernières années on ne peut pas traiter la question du dialogue social, seulement dans un contexte fermé et limité par les frontières nationales. La présence massive des compagnies étrangères dans ces États, des investissements et des relations commerciales, de l'import et de l'export, provenant, en majorité, du reste de l'Europe, réclame de nouvelles stratégies communes pour tous les syndicats du secteur. Une évolution du syndicat, en concordance avec le développement de l'internationalisation des compagnies, représente la méthode juste et efficace pour pouvoir satisfaire le mieux les exigences des travailleurs. La collaboration et l'échange d'information, en vue du contrôle et de la tutelle des travailleurs, représentent des dynamiques fondamentales à effectuer pour une action sociale effective.

Bibliografie

Bibliografie

S. Berger, "How we compete: What Companies Around the World Are Doing to Make it in Today's Global Economy", Broadway business, 2005.

Ana Maria Carstea, Camelia Consantin, Rodica Novac, Florentina Constantin, Angela Stolnicu, "Let's Speak! - A study on working conditions of migrants in Romania", ARCA - FRRM- the Romanian Forum for Refugees and Migrants, the Group for Dialogue Initiative and Pro Women Foundation, Bucarest, 2009.

Francis McGowan, Slavo Radošević, G. N. Von Tunzelmann, "The emerging industrial structure of the wider Europe", Studies in global competitiveness series, UK, 2004.

R. Grandinetti, E. Rullani, "l'impresa transnazionale e l'economia globale", Carocci, Roma, 1996 – E. Rullani, in "internazionalizzazione e sistemi di governante nei sistemi produttivi locali" in G. Corò, E. Rullani (a cura di) "percorsi locali di internazionalizzazione. Competenze e auto-organizzazione dei distretti industriali del Nord-Est, Franco Angeli, Milano, 1998, pp.19-56.

Veronica Redini, "Frontiere del "Made in Italy". Delocalizzazione produttiva e identità delle merci, Ombre Corte, Verona, 2008.

Sheila Siar (a cura di), "Migration in Romania: a country profile 2008", in International organization for migration, Geneva, 2008.

Tunisini, Annalisa, "Supply Chains e Strategie di Posizionamento", Roma, Carocci, 2003.

Resoux en ligne et articles

Bulgarian National Bank

<http://www.bnb.bg/>

Danish Technological Institute, "Trends and drivers of change in the European textiles and clothing sector: Four scenarios, June, 2008.

<http://www.eurofound.europa.eu/pubdocs/2008/46/en/1/ef0846en.pdf>

European Commission - Enterprise and Industry

http://ec.europa.eu/enterprise/textile/index_en.htm

European Commission - External trade, textile and footwear sector

http://ec.europa.eu/trade/issues/sectoral/industry/textile/index_en.htm

Eurostat

<http://epp.eurostat.ec.europa.eu/portal/page/portal/eurostat/home>

EWCO Migration Romania:

<http://www.eurofound.europa.eu/ewco/studies/tn0701038s/ro0701039q.htm>

Focus Migration, Romania:

<http://www.focus-migration.de/Romania.2515.0.html?&L=1>

Invest Bulgaria agency

<http://www.investbg.government.bg/>

IOM - migration report 2008:

http://publications.iom.int/bookstore/free/Romania_Profile2008.pdf

Labour Ministry Romania

www.muncii.ro

Michaela Iordache, *Romania: paese d'immigrazione*, da "Osservatorio dei Balcani" del 26/04/2006,

<http://www.osservatoriobalcani.org/article/articleview/5597>.

National Statistical Institute Bulgaria

http://www.nsi.bg/Index_e.htm

Svetlana Tlosova, Teodora Noncheva, Lyuben Tomev, Dimitar Chibanov, Krassen Stanchev, Balkandide, country report on Bulgaria, DG Employment, Social affairs & equal opportunities, 2007: http://aei.pitt.edu/9459/01/downfree.php%3Fitem_id%3D1602.

UN Statistic division

<http://unstats.un.org/unsd/default.htm>

Constantin Zaman, Manuela Stanculescu, "Balkandide. Country report Romania", DG Employment, Social affairs & equal opportunities, 2006:

http://ec.europa.eu/employment_social/spsi/docs/social_situation/balkandide_ro_country_report_en.pdf